

3-1-2009

A Chicago, La Lutte Syndicale a Payé

Peter Dreier

Occidental College, dreier@oxy.edu

Follow this and additional works at: http://scholar.oxy.edu/uep_faculty

 Part of the [Community Engagement Commons](#), [Environmental Policy Commons](#), [Inequality and Stratification Commons](#), [Other Public Affairs, Public Policy and Public Administration Commons](#), [Place and Environment Commons](#), [Politics and Social Change Commons](#), [Public Policy Commons](#), [Service Learning Commons](#), [Social Policy Commons](#), [Urban Studies Commons](#), and the [Urban Studies and Planning Commons](#)

Recommended Citation

Dreier, Peter. "A Chicago, La Lutte Syndicale a Payé." *Le Monde Diplomatique*. March 2009.

This Article is brought to you for free and open access by the Urban and Environmental Policy at OxyScholar. It has been accepted for inclusion in UEP Faculty & UEPI Staff Scholarship by an authorized administrator of OxyScholar. For more information, please contact cdlr@oxy.edu.

AVEC L'APPUI DU NOUVEAU PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS

A Chicago, la lutte syndicale a payé

En désignant comme ministre du travail M^{me} Hilda Solis, M. Barack Obama a satisfait les syndicats et alarmé les lobbies patronaux. Si ses premières orientations économiques et financières apparaissent plutôt « centristes », l'arrivée dans son cabinet d'une élue hispanique de Los Angeles qui n'avait pas hésité, il y a quelques années, à manifester aux côtés des femmes de ménage en grève signale que la Maison Blanche ne sera plus systématiquement l'ennemie des syndicats. Une occupation d'usine à Chicago confirme ce sentiment.

PAR PETER DREIER *

DÉBUT décembre 2008, après l'annonce brutale de leur licenciement, deux cent quarante ouvriers de la société Republic Windows & Doors, à Chicago, ont illégalement occupé leur usine pendant six jours. Tous membres d'United Electrical Radio and Machine Workers of America, petit syndicat très combatif se situant à la gauche du mouvement ouvrier américain. Dons et messages de soutien – dont celui du président élu Barack Obama – ont afflué des quatre coins des Etats-Unis. Et leur audace a payé, puisqu'ils ont obtenu ce qu'ils exigeaient : soixante jours d'indemnités, le versement de leurs congés payés et la prolongation de leur assurance-maladie pendant deux mois.

Il y a vingt-huit ans, un conflit social entamé à l'aube d'une nouvelle présidence, celle de Ronald Reagan, avait connu une tout autre issue. Quelques jours seulement après l'arrêt de travail de treize mille aiguilleurs du ciel, le 3 août 1981, leur syndicat se vit imposer plusieurs dizaines de millions de dollars d'amendes. Des poursuites furent engagées contre soixante-douze de ses dirigeants, et les douze mille contrôleurs aériens qui avaient refusé d'obtempérer à l'ordre de retourner sans délai à leur poste reçurent une lettre de licenciement. S'appuyant sur le fait que les aiguilleurs du ciel ne disposaient pas du droit de grève, Reagan

(pour qui leur syndicat, rompant avec l'American Federation of Labor-Congress of Industrial Organizations [AFL-CIO], avait pourtant appelé à voter quelques mois plus tôt...) les avait mis en garde avec beaucoup de solennité : « *Ceux qui ne répondront pas "présent" ce matin auront violé la loi et, s'ils ne se rendent pas au travail dans les quarante-huit heures, auront renoncé à leur emploi et seront révoqués.* » L'échec cinglant de ce mouvement s'accompagnera d'une chute très brutale – et très durable – du nombre de grèves (1).

Certes, M. Obama est démocrate, pas républicain comme Reagan, mais la rapidité avec laquelle il s'est rangé aux côtés des ouvriers en grève dénote un courage inédit même dans sa famille politique. Ainsi, sans parler des présidents James Carter et William Clinton, dont le soutien au mouvement syndical a été d'une exceptionnelle discrétion, Franklin D. Roosevelt, figure la plus célèbre du progressisme américain, ne répondit aux revendications des travailleurs qu'après son investiture, en mars 1933, alors que le taux de chômage atteignait 25 %. Face à la détérioration inquiétante de la situation économique outre-Atlantique, l'action des ouvriers de Republic Windows rappelle les luttes engagées par les travailleurs pendant la Grande Dépression, ou par les défenseurs des droits civiques dans les années 1960.



GALERIA CONTRAST, BARCELONE

FRANK PLANT. - « Obama » (2008)

Hypocrisie des créanciers

L'OCCUPATION de cette usine de portes et fenêtres a été soigneusement préparée. En novembre, des employés constatent que certains équipements commencent à disparaître. De nuit, en surveillant les lieux, ils réussissent à retrouver ce matériel, acheminé vers une gare de fret toute proche. Une seule conclusion s'impose : la direction s'apprête à fermer l'établissement.

Ce que les ouvriers ignorent encore, c'est que les propriétaires ont également créé une nouvelle société, Echo Windows, et racheté une autre fabrique de fenêtres dont les employés ne sont pas syndiqués, dans la petite ville de Red Oak, en Iowa. Ayant désormais compris ce qui se trame, M. Mark Meister, membre d'United Electric, contacte M. Armando Robles, qui travaille depuis huit ans chez Republic Windows et dirige la branche locale du syndicat. Les deux hommes envisagent la possibilité d'occuper l'usine, bien qu'ils soient conscients des risques encourus : ils s'exposent à être arrêtés pour violation de la propriété privée. Mais, lorsque M. Robles soumet l'idée à ses collègues, tous se disent prêts à passer à l'action. « *En empêchant les fenêtres déjà fabriquées de sortir du stock, nous nous donnions un avantage concret dans les négociations* », explique M. Melvin Maclin, ouvrier spécialisé et vice-président de la branche locale du syndicat (2).

Le 2 décembre, M. Barry Dubin, président-directeur général de Republic Windows, annonce que l'usine fermera trois jours plus tard. Il justifie cette décision par le fait que Bank of America a annulé les lignes de crédit de la société, la forçant à cesser l'activité sans même pouvoir verser les indemnités légales à ses employés ou continuer à financer leur assurance-maladie. Le 5 décembre, le syndicat organise une assemblée générale à la cafétéria. Quand M. Robles demande qui est prêt à occuper l'usine, toutes les mains se lèvent. Les ouvriers, d'origine hispanique à 80 %, se mettent à scander : « *¡Sí, se puede!* », traduction du « *Yes, we can!* » popularisé par le syndicat United Farm Workers Union dans les années 1960 et repris comme slogan électoral par M. Obama, avec le succès que l'on sait.

* Directeur de la politique de l'urbanisme et de l'environnement, Occidental College, Los Angeles.

Dans le calme, ils organisent l'occupation. Des comités chargés du nettoyage des locaux et du maintien de la sécurité sont institués afin de prévenir tout accident. Dans la cafétéria, une banderole rappelle que l'alcool, la drogue et les cigarettes sont interdits. Installés dans l'usine, où certains d'entre eux travaillent depuis des dizaines d'années, les ouvriers exigent que Bank of America et la direction de Republic Windows trouvent une solution : tant qu'ils ne seront pas assurés de toucher leurs indemnités et leurs congés payés, ils ne bougeront pas. Certains commencent même à évoquer une possible reprise de l'usine en autogestion.

Informée de l'occupation, Bank of America, l'une des plus puissantes structures financières du pays, affirme que l'annulation des lignes de crédit est une procédure normale, déclenchée par les problèmes de trésorerie qui affectent Republic Windows depuis l'effondrement du secteur de la construction aux Etats-Unis. Dans un communiqué, la banque désigne la petite société comme seule responsable de sa situation : « *Même lorsqu'une entreprise fait face à de telles difficultés, son créancier ne peut s'immiscer dans sa gestion, ni l'obliger à faire face à telle ou telle obligation. Ces décisions reviennent aux propriétaires et à la direction de l'entreprise concernée.* » C'est bien ce type de raisonnement, indice d'une soumission aveugle à la loi du marché, qui pousse aujourd'hui tant de citoyens américains à exiger que l'Etat régule à nouveau les activités des grandes entreprises, et en particulier des banques.

« *La semaine dernière, on découpait du verre pour remplir une commande de mille fenêtres*, témoigne M. Vicente Rangel, qui travaille chez Republic Windows depuis quinze ans. *Du travail, il y en avait. Et, un beau matin, les patrons nous convoquent pour nous dire qu'on doit tous démissionner, qu'on le veuille ou non* (3)... » Les ouvriers de l'usine gagnaient en moyenne 14 dollars de l'heure ; ils bénéficiaient d'une assurance-maladie et d'une retraite. Bien qu'ils enfreignent la loi, aucun responsable politique ne demande à la police de Chicago d'intervenir. Coïncidence : l'occupation démarre le 5 décembre, jour où M. George W. Bush admet publiquement que le pays est en récession.

Au même moment, le ministère du travail publie un rapport révélant que les entreprises américaines ont supprimé cinq cent trente-trois mille emplois au mois de novembre : la chute la plus grave depuis 1974.

Les médias ne tardent pas à s'intéresser à l'affaire. Le 7 décembre, au cours d'une conférence de presse, un journaliste demande à M. Obama son sentiment sur l'occupation, qui se déroule dans « sa » ville. « *Lorsque des employés réclament les indemnités auxquelles ils ont droit, je les soutiens sans réserve*, répond le nouveau président. *Les difficultés qu'ils rencontrent sont à l'image de celles que tout le pays traverse actuellement. Quand le système financier commence à vaciller, le crédit se raréfie, les entreprises réduisent leurs investissements et licencient. Il est donc important d'assainir le système financier. Mais il est tout aussi nécessaire de nous assurer que les aides de l'Etat ne servent pas seulement à améliorer le bilan des banques et qu'elles parviennent bien jusqu'aux citoyens sous forme de prêts aux particuliers ou aux entreprises. Voilà pourquoi je pense que les sociétés impliquées dans ce conflit doivent faire face à leurs obligations.* »

Le message est clair : il incombe à Bank of America et à Republic Windows de trouver une issue. Les représentants de l'entreprise, de la banque et du syndicat entament alors les négociations. Le député démocrate Luis Gutierrez joue le rôle de modérateur.

Très vite, les représentants syndicaux et les élus soulignent que la banque vient de recevoir une aide fédérale de 25 milliards de dollars destinée à relancer l'octroi de crédits. L'hypocrisie de celle-ci n'échappe à personne. Après avoir rendu visite aux ouvriers, M. Dick Durbin, sénateur démocrate de l'Illinois et proche conseiller de M. Obama, leur apporte son soutien, et estime que l'argent distribué aux grandes banques « *ne doit pas servir à payer des dividendes ou les bonus des dirigeants. Cet argent doit être prêté à des entreprises comme Republic Windows pour qu'elles puissent continuer à faire travailler leurs ouvriers au lieu de les licencier* (4) ». La possibilité que le gouvernement fédéral retire des centaines de millions de dollars placés chez Bank of America est même évoquée. Des manifestants défilent devant les succursales de la banque dans tout le pays, ainsi que devant son siège social, à Charlotte, en Caroline du Nord.

Syndicats et associations se rassemblent pour former une organisation appelée Jobs with Justice, qui appelle à une manifestation devant l'hôtel de ville de Chicago et menace de boycotter Bank of America. Quant à l'entreprise, on lui signale qu'elle risque d'enfreindre une loi fédérale de 1988 qui oblige les employeurs à annoncer au moins soixante jours à l'avance les licenciements massifs ou les fermetures d'usine. La mairie de Chicago lui rappelle également qu'elle a reçu une aide de 10 millions de dollars attribuée dans le cadre d'un projet de réhabilitation urbaine.

Par l'intermédiaire de leur syndicat, de leur congrégation ou d'associations, les Américains envoient argent, nourriture, vêtements, couvertures et messages de sympathie. United Electric crée un site Internet pour encourager les dons et informer de la situation (5). Face à la détermination des ouvriers et au soutien exprimé par M. Obama et d'autres élus, Bank of America, préférant éviter de ternir davantage son image, finit par céder.

Le propriétaire de Republic Windows, M. Richard Gillman, dont le salaire s'élève à 225 000 dollars par an, demande alors à ce que le prêt couvre les mensualités de ses deux voitures de fonction, une BMW et une Mercedes, ainsi que deux mois de son salaire ! Il doit rapidement renoncer à ces exigences, et la banque accepte de débloquer 1,35 million pour indemniser les ouvriers licenciés. « *Nous ne nous attendions pas à ça*, confie M. Maclin. *Nous pensions plutôt à aller en prison* (6) ! » Ses collègues et lui sont désormais au chômage, mais le syndicat et la mairie de Chicago s'emploient à trouver un repreneur.

Au-delà de la victoire elle-même, l'action des ouvriers a souligné l'importance du programme de grands travaux annoncé par M. Obama. Destiné à créer des millions d'emplois, la plupart dans le secteur privé, celui-ci doit contribuer à relancer une économie américaine affaiblie par la crise. « *Les gens auront toujours besoin de fenêtres et de portes*, fait donc valoir M. Carl Rosen, président d'United Electric. *Et le programme de Barack Obama va créer de nouveaux débouchés pour les produits fabriqués par les ouvriers de Republic Windows. Il est absurde de fermer cette usine, alors que la demande va remonter à coup sûr !* »

Autre indice d'un possible regain de pugnacité des salariés américains : le 11 décembre, au terme d'une lutte acharnée qui durait depuis quinze ans, les ouvriers du plus grand abattoir du monde, à Tar Heel, en Caroline du Nord, ont voté pour l'adhésion à un syndicat. Les cinq mille employés de Smithfield Packing avaient rejeté l'adhésion en 1994 et en 1997, après avoir subi de fortes pressions de la direction de cette société installée dans un Etat dont les lois sont très hostiles aux syndicats. Le vote, qui a désigné l'United Food and Commercial Workers (UFCW) pour représenter les employés, constitue l'une des plus grandes victoires syndicales de ces dernières années aux Etats-Unis, et la plus importante jamais remportée par l'UFCW. Environ 60 % des employés de cet abattoir sont afro-américains.

(1) Entre 1979 et 1999, le nombre de conflits du travail impliquant au moins mille salariés passe de deux cent trente-cinq à dix-sept ; le nombre de jours de travail « perdus » pour fait de grève, de vingt millions à deux millions (*The Wall Street Journal*, New York, 4 septembre 2001).

(2) Michael Luo et Karen Ann Cullotta, « Even workers surprised by success of factory sit-in », *The New York Times*, 12 décembre 2008.

(3) « Chicago factory sit-in offers a window onto hard times », *The Los Angeles Times*, 9 décembre 2008.

(4) Robert Mitchum et Deaneese Williams-Harris, « Pressure mounts in plant sit-in », *The Chicago Tribune*, 9 décembre 2008.

(5) www.ueunion.org/ue_republic.html

(6) « Chicago workers' sit-in becomes rallying point », *Associated Press*, 7 décembre 2008.